

(N° 159.)

*Règlement sur l'exercice du droit à l'affouage
et autres émoluments communaux.*

LÉOPOLD, ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir salut,

Vu le règlement sur l'exercice du droit à l'affouage et autres émoluments communaux adopté par le Conseil provincial du Luxembourg, le 13 juillet dernier ;

Vu les articles 85 et 86 n° 6 de la loi provinciale du 30 avril 1836 ;

Sur le rapport de notre Ministre de l'intérieur et des affaires étrangères ;

Nous avons arrêté et arrêtons :

Art. 1^{er}. Le règlement susmentionné est approuvé tel qu'il se trouve ci-annexé.

Art. 2. Notre Ministre de l'intérieur et des affaires étrangères est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 6 août 1837.

LÉOPOLD.

Par le Roi :

*Le Ministre de l'Intérieur et
des Affaires étrangères,*
DE THEUX.

RÈGLEMENT

*sur l'exercice du droit à l'affouage et autres
émoluments communaux.*

LE CONSEIL PROVINCIAL DU LUXEMBOURG,
Considérant qu'en l'absence d'un règlement provincial, le vague que l'on rencontre dans les lois et ar-

(N° 159.)

*Berordnung über die Ausübung des Holzungsrechts
und andere Kommunal-Emolumente.*

Wir Leopold, König der Belger,
Allen Gegenwärtigen u. Zukünftigen Unsern Gruß;

Nach Einsicht der von dem Provinzial-Rathe der Provinz Lützemburg, am 13ten July lezthin genommenen Verordnung über das Holzungsrecht und andere Kommunal-Emolumente;

Nach Einsicht der Art. 85 und 86, Nr 6, des Provinzial-Gesetzes vom 30ten April 1836;

Auf den Bericht unsers Ministers des Innern und der auswärtigen Angelegenheiten;

Haben beschlossen und beschließen :

Art. 1. Die oberwähnte Verordnung ist, so wie sie sich hierbei gefügt findet, gutgeheissen.

Art. 2. Unser Minister des Innern und der auswärtigen Angelegenheiten ist mit der Vollstreckung des gegenwärtigen Beschlusses beauftragt.

Gegeben zu Brüssel, den 6ten August 1837.

Leopold.

Durch den König :

Der Minister des Innern und der
auswärtigen Angelegenheiten,

De Theux.

Berordnung

*über die Ausübung des Holzungsrechts und andere
Kommunal-Emolumente.*

Der Provinzial-Rath,

In Erwägung, daß durch den Mangel einer Provinzial-Berordnung, das Unbestimmte, welches man

rétés concernant la distribution de l'affouage et autres émoluments communaux, ne permet pas aux conseils communaux d'y procéder avec uniformité, ce qui amène dans les communes des discussions qu'il convient de prévenir :

Voulant mettre un terme à cet état de choses et régler d'une manière générale l'exercice du droit à la participation de ces émoluments ;

Vu les articles 1 et 2, section première, et 1, 2, 4, 5 et 7, section deuxième de la loi du 10 juin 1793, les avis du Conseil d'État approuvés les 20 juillet 1807 et 26 avril 1808 et le décret du 6 juin 1811 ;

ARRÊTE :

Art. 1^{er}. Dans les quinze premiers jours de chaque année, les conseils communaux arrêteront la liste des habitants de la commune ayant droit à l'affouage.

Art. 2. Pour être porté sur cette liste, il faut habiter la commune et avoir feu et ménage séparés depuis le 1^{er} janvier de l'année précédente.

Toutefois ceux qui quittent une commune pour se fixer dans une autre, et ceux qui, habitant déjà la commune, n'y ont pas encore joui de l'affouage, seront tenus de se faire inscrire sur un registre qui sera ouvert à cet effet au secrétariat communal et de déclarer qu'ils ont l'intention de jouir de l'affouage. Ils n'y participeront qu'après le délai d'un an, à partir du jour de leur déclaration, dont la preuve pourra être reçue par toutes autres voies de droit.

in den Gesetzen und Beschlüssen über die Austheilung des Holzrechtes und anderer Kommunal-Emolumente wahrnimmt, es den Gemeindegäthern unmöglich macht, mit einem gleichmäßigen Verfahren dabeizu Werke zu gehen, und hierdurch in den Gemeinden Schwierigkeiten entstehen, denen vorzubeugt werden muß ;

Und um diesem Stande der Dinge ein Ziel zu stellen und diese Austheilung durch allgemeine Bestimmungen festzusetzen ;

Nach Einsicht der Art. 1 und 2, Sektion 1, und der Art. 1, 2, 4, 5 und 7, Sektion 2 des Gesetzes vom 10ten Juni 1793, der am 20ten Juli 1807 und 26ten April 1808 genehmigten Gutachten des Staatsraths und des Dekrets vom 6ten Juni 1811 ;

Beschließt :

Art. 1. In den ersten vierzehn Tagen eines jeden Jahres haben die Gemeindegäthe eine Liste zu entwerfen, worin alle diejenigen Einwohner der Gemeinde aufzunehmen sind, denen ein Holzloos zu steht.

Art. 2. Um in dieser Liste aufgenommen zu werden, ist es erforderlich, in der Gemeinde zu wohnen und seit dem ersten Januar des vorigen Jahres eigenen Heerd und Haushaltung geführt zu haben.

Dennoch sind diejenigen, welche eine Gemeinde verlassen, um sich in einer andern niederzulassen, so wie diejenigen, welche in der Gemeinde wohnen, aber des Holzrechtes nicht genossen haben, verpflichtet, sich auf ein zu diesem Ende in dem Kommunal-Sekretariat eröffnetes Register einschreiben zu lassen, und zu erklären, daß ihre Meinung ist, des Holzrechtes zu genießen. Dieses Rechtes werden sie erst theilhaftig nach Verlauf eines Jahres von dem Tage ihrer Erklärung an zu rechnen. Der Beweis hiervon kann auf jedem andern rechtlichen Wege geführt werden.

Art. 3. Néanmoins seront également portés sur la liste:

A) L'habitant de la commune qui s'y sera marié avant le 1^{er} janvier, et qui, depuis son mariage, aura fait feu et ménage séparés;

B) L'étranger à la commune qui sera venu s'y établir par mariage, si, au premier janvier de l'année de la formation de la liste, sa femme avait dans la commune une année de résidence; à charge néanmoins de justifier par un certificat du conseil échevinal de la commune qu'il a quittée, qu'il n'y jouit pas, pour la même année, de cet émolument;

C) Celui qui, réunissant les conditions déterminées à l'art. 2, aura quitté la commune, depuis moins d'un an.

Art. 4. Sera réputé habitant de la commune, tout individu, même mineur, homme ou femme, étranger ou régnicole, fonctionnaire, employé ou particulier, y ayant sa résidence habituelle.

Sera considéré comme faisant feu et ménage séparés, celui qui, habitant tout ou partie d'une maison, y aura l'usage exclusif d'un foyer et des ustensils nécessaires à un ménage.

Art. 5. Les femmes non légalement séparées de leurs maris ne pourront prétendre à l'affouage, quand même elles vivraient en ménage à part de celui de leurs époux, si ceux-ci habitent la même commune ou jouissent de l'affouage dans une commune étrangère.

Art. 6. Les enfants non-mariés vivant sous le même toit que leurs parents ou tuteurs, ne pourront non plus réclamer la jouissance de parts distinctes de celles de ces derniers.

Art. 3. Werden demungeachtet ebenfalls auf die Liste getragen:

a) Der Einwohner einer Gemeinde, der sich vor dem 1ten Januar alda verheirathet und seit seiner Heirath eigenen Heerd und Haushaltung geführt hat;

b) Der Auswärtige, welcher durch Heirath sich in die Gemeinde niederläßt, wenn am 1ten Januar des Jahres, wo die Liste gefertigt wird, seine Frau ein Jahr lang in der Gemeinde gewohnt hat; dennoch muß der neue Ankömmling durch Zeugniß des Bürgermeisters von jener Gemeinde, welche er verlassen, nachweisen, daß er dort für dasselbe Jahr des Holzrechts nicht genießt;

c) Derjenige, welcher die im Art. 2 bestimmten Bedingungen vereinigt, aber die Gemeinde seit weniger, als einem Jahre verlassen hat.

Art. 4. Als Einwohner der Gemeinde ist anzusehen jedes Individuum, Mann oder Weib, Fremder oder Einheimischer, Beamter oder Privatmann, u. sogar Minderjährige, welches seinen gewöhnlichen Aufenthalt daselbst hat.

Ist zu betrachten, als eigenen Heerd und Haushaltung führend derjenige, der ein Haus entweder ganz oder theilweise bewohnt, darin einen eigenen alleinigen Feuerheerd und die zu einer Haushaltung erforderlichen Geräthschaften besitzt.

Art. 5. Die nicht gesetzlich von ihren Männern geschiedenen Ehefrauen haben kein Recht an den Kommunal-Emolumenten, selbst wenn sie von ihren Männern in abgesonderter Haushaltung leben, wenn diese in derselben Gemeinde leben oder zum Holzloos in einer andern Gemeinde gelangt sind.

Art. 6. Den unverheiratheten Kindern, welche bei ihren Eltern oder Vormündern unter demselben Dache wohnen, kann ebenfalls der Gneuß besondrerer Antheile auffer jenen der Eltern oder Vormünder nicht gestattet werden.

Art. 7. Aussitôt qu'elle aura été arrêtée, la liste des affouagers sera publiée aux chefs-lieux et dans toutes les sections de communes, un dimanche et dans la forme ordinaire; elle y sera en outre affichée pendant dix jours consécutifs.

Le collègue échevinal constatera au pied de la liste ces publications et affiches, et en transmettra un certificat au Gouverneur de la province.

Art. 8. Les réclamations contre la formation de la liste seront présentées au conseil communal, dans les quinze jours à partir du dernier de l'affiche, à peine de déchéance.

Art. 9. Toute réclamation sera faite par écrit. Il en sera donné récépissé par le Bourgmestre, qui la soumettra dans les huit jours au plus tard, au conseil, à l'effet d'y statuer.

Art. 10. L'appel contre la décision du conseil ne sera recevable, que lorsqu'il aura été interjeté dans les dix jours à partir de la notification que le réclamant aura reçue de cette décision, et qui devra être attestée par un garde champêtre ou autre agent communal.

Art. 11. L'appel sera porté devant la Députation permanente du Conseil provincial qui statuera sauf recours au Roi.

Art. 12. Si pour l'instruction de cet appel, une enquête était nécessaire, il y sera procédé par un commissaire spécial, à la nomination de la Députation et après seulement que le réclamant aura consigné, entre les mains du receveur communal, les frais éventuels de cette enquête.

L'enquête sera faite contradictoirement entre le collègue échevinal et le réclamant.

Art. 7. Gleich nach ihrem Schluß, soll die Liste der Holzberechtigten an einem Sonntage und in der gewöhnlichen Art publizirt und überdem während zehn aufeinanderfolgenden Tagen angeheftet werden.

Der Schöffenrath soll unten an der Liste diese Publikationen und Anheftungen beurkunden und eine Bescheinigung davon an den Gouverneur einreichen.

Art. 8. Die Reklamationen gegen die Bildung der Liste sollen dem Kommunal-Rath in den ersten vierzehn Tagen von dem letzten der Anheftung an gerechnet, vorgelegt werden, und zwar unter Strafe nicht mehr angehört zu werden.

Art. 9. Jede Reklamation muß schriftlich gemacht werden, und ist der Bürgermeister gehalten Empfangschein darüber auszustellen und dieselbe spätestens in acht Tagen dem Kommunal-Rath vorzulegen, damit derselbe darüber erkenne.

Art. 10. Die Berufung gegen die Entscheidung des Kommunal-Rathes ist nur dann zulässig, wenn sie in den acht Tagen, welche auf die Bescheidung des Reklamanten folgen, vorgebracht wird, und ist dieselbe daher durch einen Feldhüter oder jeden andern Kommunal-Beamten zu notifiziren, der dann diese Notifikation zu bescheinigen hat.

Art. 11. Die Berufung wird der permanenten Deputation der Provinzial-Stände zur Entscheidung vorgelegt. Der Rekurs an den König steht dem Reklamanten offen.

Art. 12. Tritt der Fall ein, daß, um die Berufung aufzuklären, ein Zeugenverhör nöthig würde, so soll dieses durch einen von der Deputation zu ernennenden Spezial-Kommissarien aber nur alsdann abgehalten werden, wenn der Reklamant in die Hände des Kommunal-Einnehmers die eventuellen Kosten dieses Verfahrens gezahlt hat.

Das Zeugenverhör soll alsdann kontradictorisch zwischen dem Schöffenrath und dem Reklamanten statt finden.

Supplément au n° 80.

La somme consignée sera restituée, si le réclamant est jugé fondé dans sa demande, et les frais de l'enquête seront supportés par la caisse communale.

Art. 13. Si pendant l'instruction des réclamations, il avait dû être procédé au partage de l'affouage, l'affouager reconnu postérieurement par la Députation, recevra immédiatement, en argent, l'équivalent de sa portion. Cette indemnité, fixée par la Députation, sera avancée par la caisse communale et y sera réintégrée au moyen de la vente, jusqu'à due concurrence, de l'affouage de l'année suivante.

Art. 14. Il sera annuellement prélevé sur l'affouage à distribuer et vendu une portion suffisante pour acquitter les frais inhérents aux bois et ceux d'exploitation. Le rachat volontaire ne sera plus admis.

Art. 15. Le droit à la portion d'affouage ne peut se transmettre à titre successif qu'aux héritiers qui continuent dans la commune même, le feu et le ménage établis par l'habitant décédé.

Art. 16. La remise des portions d'affouage sera faite à l'affouager qui le demandera, sans égard à la vente préalable qu'il pourra en avoir faite.

Art. 17. Les droits reconnus par la liste des affouagers se perdent, si, au moment de la distribution, l'affouager a cessé de faire feu et ménage séparés.

Art. 18. Après la distribution, tout ce qui ne sera pas commodément partageable, pourra être vendu au profit de la caisse communale.

Art. 19. Toutes les dispositions réglementaires ou usages contraires aux présentes sont rapportés.

Wenn das Begehren des Reklamanten statthaft gefunden wird, so soll demselben die voraus deponirte Summe wieder erstattet werden, und fallen diese Kosten der Untersuchung alsdann der Gemeinde-Kasse zu Last.

Art. 13. Wenn während der Untersuchung der Reklamationen, die Holzloose haben vertheilt werden müssen, so soll dem später von der Deputation als holzberechtigt anerkanntem Individuum, also gleich sein Antheil in Geld barr erstattet werden.

Diese Entschädigung wird durch die Deputation festgesetzt und durch die Kommunal-Kasse vorgeschossen und soll derselben wieder in dem darauffolgenden Jahre durch Verkauf von Brennholz bis zu gleichem Betrag erstattet werden.

Art. 14. Zur Bestreitung der auf dem Holzbenutzungsrechte haftenden Gesamtkosten, soll von jetzt ab, von dem zu vertheilenden jährlichen Brennholze ein hinlängliches Quantum vorenthalten und verkauft werden. Die bisher üblich gewesene freiwillige Tilgungsart ist untersagt.

Art. 15. Das Holzloos kann nur auf diejenigen Erben übergehen, welche fortfahren in der Gemeinde den Heerd und die Haushaltung zu führen, welche der verstorbene Einwohner errichtet hat.

Art. 16. Dem Holzberechtigten ist auf sein Begehren sein Antheil Holz zu verabfolgen, ohne Rücksicht darauf zu nehmen, ob er dasselbe früher etwa schon verkauft habe.

Art. 17. Verliert die, selbst durch die Liste anerkannte, Holzberechtigung, derjenige, welcher zur Zeit der Austheilung aufgehört hat, eigenen Heerd und Haushaltung zu führen.

Art. 18. Alles Gehölz, was nach stattgehabter Austheilung füglich Weise nicht vertheilt werden kann, soll zu Nutzen der Gemeinde-Kasse verkauft werden.

Art. 19. Alle Verfügungen, Verordnungen und

(820)

Art. 20. Le présent règlement, qui est applicable à la jouissance des terres et fruits communaux dont la répartition se fait entre les habitants, sera inséré au Mémorial administratif, publié et affiché dans toutes les communes et sections de communes de la province.

Arlon, le 13 juillet 1837.

Le Conseil provincial,
DUBOIS, *Président.*

Par le Conseil,
PROTIN, *Greffier.*

Approuvé pour être annexé à notre arrêté du 6 août 1837.

LÉOPOLD.

Par le Roi :
Le Ministre de l'Intérieur et des
Affaires étrangères,
DE THEUX.

(N° 160.)

Concours pour la place d'instituteur à Ruette.

Le jeudi 14 septembre 1837, à neuf heures du matin, dans la salle d'école des garçons de Ruette, il sera ouvert un concours pour la place d'instituteur de la dite école cumulée avec celle de chantre de l'église du lieu.

Les avantages qui y sont attachés, sont :

- 1° Un beau logement avec jardin y attenant;
- 2° Une chenevière détachée, contenant 25 ares;

(821)

N° 80.

Gebrauche, welche gegenwärtigem Reglement widersprechen, sind aufgehoben.

Art. 20. Gegenwärtige Verordnung, welche sich ebenfalls auf den Genuß der Kommunal-Ländereien und Früchte anwendet, die unter die Einwohner vertheilt werden, soll auffer der Einrückung ins Verwaltungs-Memorial in allen Gemeinden und Sektionen von Gemeinden publizirt und angeschlagen werden.

Arlon, den 13ten Juli 1837.

Der Provinzial-Rath,
Dubois, *Präsident.*

Durch den Rath:
Protin, *Greffier.*

Gutgeheißen, um unserm Beschlusse vom 6ten August 1837 beigelegt zu werden.

Leopold.

Durch den König:
Der Minister des Innern und der
auswärtigen Angelegenheiten,
De Theux.

(N° 160.)

Konkurs für die Schullehrerstelle zu Ruette.

Am Donnerstage, 14ten September 1837, um 9 Uhr der Morgens, wird in dem Schulsale zu Ruette ein Konkurs eröffnet werden für die Schullehrerstelle dieser Gemeinde, an welcher die Stelle als Kirchengänger mit einbegriffen ist.

Die daran klebenden Vortheile sind :

- 1° Ein schönes Logis mit daran liegendem Garten;
- 2° Ein abgefonderter Hansacker, enthaltend 25 Ares;